

# **CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE**

17/19 Avenue de Flandre – 75954 PARIS CEDEX 19

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

PA N° 018/2025

## **FOURNITURE DE PRESTATIONS DE TRAITEURS POUR LA CRAMIF**

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES PASSE PAR PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L2123-1, R2123-1-3°, R2162-13 ET R2162-14 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE ENTREE EN VIGUEUR AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2019.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES ET CARACTERISTIQUES.....</b>	<b>4</b>
- <b>Lot 1 : Fournitures des prestations de petits déjeuners, pauses (pause, pause-café et goûter gourmand) inclus les galettes.....</b>	<b>4</b>
- <b>Lot 2 : Fourniture de prestations de buffets déjeunatoire ou dinatoires, de cocktails et de plateaux de repas.....</b>	<b>4</b>
Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour les commandes sur bordereau de prix ou catalogue.....	4
➤ <b>Condition juridiques de l'accord-cadre : .....</b>	<b>5</b>
L'accord-cadre sera exécuté au moyen de bons de commandes dans les conditions fixées par les articles R2162-13 et R262-14 du décret n° 2018-1075, défini comme suit :.....	5
- <b>Lot 1 : Fournitures des prestations de petits déjeuners, pauses (pause, pause-café et goûter gourmand) inclus les galettes : sans montant minimum avec un montant maximum de 200 000 € HT pour toute la durée de validité. ....</b>	<b>5</b>
- <b>Lot 2 : Fourniture de prestations de buffets déjeunatoire ou dinatoires, de cocktails et de plateaux de repas : sans montant minimum avec un montant maximum de 300 000 € HT pour toute la durée de validité.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS ET ORDRE DE PRIORITE.....</b>	<b>5</b>
3.1 : Pièces particulières.....	5
3.2 : Pièces générales .....	5
<b>ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 – PRIX– VARIATION DANS LES PRIX .....</b>	<b>6</b>
5.1 <b>Contenu des prix .....</b>	<b>6</b>
5.4 : <b>Clause de sauvegarde .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT - PAIEMENT.....</b>	<b>7</b>
6.1 : Facturation .....	7
6.3 : Délai global de paiement.....	7
<b>ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>8</b>
8.1 : Personnel qualifié.....	8
8.2 : Accès aux locaux.....	8
8.3: Hygiène et sécurité.....	8
8.4 : Confidentialité .....	9
8.5 : Obligation d'information .....	9
8.6 : Prescriptions relatives à l'axe environnemental et social .....	9
8.6.1 : Axe environnemental.....	9

8.6.2 : Axe social.....	10
<b>ARTICLE 9 – PENALITES .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 -SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 – CESSION DE NANTISSEMENT .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 12 - RESILIATION .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 13 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 14 : REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DANS L’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 16 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 17 - REGLEMENT DES LITIGES.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 18 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....</b>	<b>15</b>

## ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation des prestations de traiteurs destinés aux différents services de la Caisse Régionale de l'Assurance Maladie de l'Ile de France (CRAMIF).

### **Les parties contractantes sont :**

D'une part, la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France dont le siège social est situé au : 17/19, avenue de Flandre 75954 PARIS CEDEX 19, désignée dans l'accord cadre par l'expression « l'Organisme contractant » ou « le Pouvoir adjudicateur », représentée à la signature des présentes et pour tout Avenant éventuel par son Directeur Général ou son délégué.

Tous les règlements des sommes dues, au titre de l'accord cadre, sont assurés par l'Agent Comptable de l'Organisme contractant, même adresse, auquel doit être signifiée toute opposition éventuelle.

Pour l'exécution, le suivi et la vérification de la bonne exécution des prestations, la CRAMIF sera représentée par la Directeur général ou son représentant.

D'autre part, chaque entreprise, titulaire de l'accord-cadre désignée dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) par l'expression « le Titulaire » ou « l'opérateur économique » ou « le Prestataire ».

## ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES ET CARACTERISTIQUES

### ➤ **Forme du marché**

Les prestations objets de l'accord cadre, donnent lieu à un allotissement défini comme suit :

- **Lot 1 : Fournitures des prestations de petits déjeuners, pauses (pause, pause-café et goûter gourmand) inclus les galettes**
- **Lot 2 : Fourniture de prestations de buffets déjeunatoire ou dinatoires, de cocktails et de plateaux de repas**

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour les commandes sur bordereau de prix ou catalogue.

Les prestations exigées du Titulaire de l'accord cadre pour chaque lot sont définies dans le CCTP et dans chaque bordereau de prix.

### ➤ **Procédure du marché :**

L'accord cadre est passé par le Pouvoir adjudicateur dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, selon l'article L 124-4 du Code de la Sécurité Sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 modifié portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale pris pour son application, ainsi que des dispositions du Code de la Commande Publique.

Il fait l'objet d'une procédure adaptée justifiée par son objet qui concerne les services sociaux et autre services spécifiques aux dispositions des articles L2123-1 et R.2123-1-3° du code de la commande publique.

L'accord cadre est régi par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G.-F.C.S.) (Arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021).

➤ **Date d'effet et Durée de l'accord-cadre :**

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire pour une durée d'un an. Il sera renouvelable par tacite reconduction à sa date anniversaire, sans que sa durée maximum ne puisse excéder quatre (4) années. Toutefois, durant cette durée, l'Organisme contractant aura la faculté de dénoncer l'accord cadre, à tout moment, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, moyennant un préavis de quatre (4) mois.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, l'accord-cadre pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 12 du présent CCAP.

➤ **Condition juridiques de l'accord-cadre :**

L'accord-cadre sera exécuté au moyen de bons de commandes dans les conditions fixées par les articles R2162-13 et R262-14 du décret n° 2018-1075, défini comme suit :

- **Lot 1 : Fournitures des prestations de petits déjeuners, pauses (pause, pause-café et goûter gourmand) inclus les galettes : sans montant minimum avec un montant maximum de 200 000 € HT pour toute la durée de validité.**
- **Lot 2 : Fourniture de prestations de buffets déjeunatoire ou dinatoires, de cocktails et de plateaux de repas : sans montant minimum avec un montant maximum de 300 000 € HT pour toute la durée de validité.**

L'importance des prestations à fournir sera précisée par l'Organisme contractant dans le bon de commande, lequel définira notamment la nature des prestations à fournir, leurs quantités exactes, leurs caractéristiques, leurs lieux et dates de livraisons sur site. L'émission des bons de commande pourra intervenir jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

<b>ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS ET ORDRE DE PRIORITE</b>
--

**3.1 : Pièces particulières**

- **L'Acte d'Engagement référencé AE PA n° 18/2025 propre à chaque lot intégralement complété par le titulaire.**
- **Le Bordereau de Prix propre à chaque lot à compléter intégralement par le titulaire ;**
- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières référencé (C.C.A.P.), PA n° 18/2025, commun à tous les lots dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi,**
- **Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), propre à chaque lot référencé CCTP- PA n° 18/2025, commun à tous les lots dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi.**
- **L'offre technique du titulaire.**
- **Le(s) bon(s) de commandes émis dans le cadre de l'accord-cadre.**
- **S'il y a lieu les avenants, postérieurs à la notification du de l'accord-cadre.**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales de Fournitures Courantes et de Services visé à l'article 2 ci-avant.**

**3.2 : Pièces générales**

Il s'agit des pièces générales suivantes :

- **L'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés passés par les organismes de Sécurité sociale,**

- L'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018, portant partie législative du code de la commande publique.
- Le décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018, partie législative du code de la commande publique.
- Les normes homologuées et les règlements français ou équivalents UE reconnus, applicables aux prestations, et en vigueur au moment de leur exécution, et notamment les normes ayant trait à l'environnement et au développement durable.

En cas de contradiction, ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lesquels ils sont énumérés.

#### **ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont décrites au CCTP.

#### **ARTICLE 5 – PRIX– VARIATION DANS LES PRIX**

##### **5.1 Contenu des prix**

Les prix unitaires, figurant dans le bordereau de prix du présent accord cadre doivent couvrir la totalité des frais et charges de l'entreprise titulaire. Ils incluent notamment les charges sociales, fiscales ou parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, tous les frais afférents au traitement de la commande, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

##### **5.3 : Forme et Révision des prix**

Les prix proposés par le Titulaire dans son acte d'engagement seront fermes pendant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Au-delà, ils pourront faire l'objet d'une révision annuelle à compter de sa date d'anniversaire, selon la formule de révision suivante, avec arrondissement le cas échéant au millième inférieur :

La formule de révision est la suivante :

$$P = P_o \times [0,30 \times (IPGA / IPGA_o) + 0,70 \times (ICHT-I/ICHT-I_o)]$$

Dans laquelle :

**P** : prix hors taxes pour les prestations de l'année suivante,

**P<sub>o</sub>** : prix au moment du mois Mo (la valeur utilisée sera celle du mois d'établissement de l'offre),

**IPGA** : indice des prix de gros alimentaire,

**IPGA<sub>o</sub>** : indice IA au moment du mois MO (la valeur utilisée sera celle du mois d'établissement de l'offre),

**ICHT-I** : indice coût horaire du travail (valeur du dernier indice connu, à la date de révision des prix),

**ICHT-I<sub>o</sub>** : indice ICHT-I au moment du mois O (la valeur utilisée sera celle du mois d'établissement de l'offre).

**Les bordereaux de prix révisés devront être acceptés par écrit par le Pouvoir adjudicateur avant d'être applicables. A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié par l'Organisme contractant, selon les modalités indiquées à l'article 12 ci-après.**

#### **5.4 : Clause de sauvegarde**

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse conduiraient à une majoration des prix pratiqués le semestre précédent supérieur à 3 %, l'Organisme contractant se réserve le droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre moyennant un préavis de quatre (4) mois à compter de la réception de la dernière révision.

### **ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT - PAIEMENT**

#### **6.1 : Facturation**

Le paiement s'effectuera par virement à terme échu sur présentation de la facture. Après livraison sur site et admission des fournitures et/ou prestations exécutées, les règlements des sommes dues, au titre de l'accord cadre, seront opérés sur présentation par le titulaire des factures conformes correspondantes. Chaque facture devra être envoyée sur CHORUS PRO SIREN 77569473000018

Département Inventaire Achats et Marchés – Service Ordonnancements

Les factures doivent comporter les mentions suivantes :

- Références de l'accord-cadre,
- Numéro du bon de commande
- Description des prestations concernées et leur prix HT et TTC
- Le montant total en € HT et TTC avec indication de la TVA

#### **6.3 : Délai global de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement conforme par les services de l'Organisme. En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par lettre recommandée. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'organisme, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne augmenté de huit points.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Financier et Comptable de la CRAM d'Ile de France.

### **ARTICLE 7 - MODALITES DE VERIFICATION**

Tous les risques relatifs à l'approvisionnement et à la transformation des denrées, au conditionnement, à l'emballage, au transport, au déchargement, et à la mise en place incombent au titulaire.

Les produits doivent être conditionnés dans des emballages adaptés aux normes d'hygiène et à la préservation des produits durant le transport. Le conditionnement doit correspondre à la quantité de produits.

À chaque livraison, le prestataire remettra un bon de livraison sur lequel devra figurer :

- la date de la livraison,
- le numéro du bon de commande,
- l'horaire prévu de livraison,
- le nombre de repas livrés (nombre de convives).

Les horaires de livraison seront déterminés avec le prestataire, compte tenu de la prestation. Ils doivent être scrupuleusement respectés. Toutefois, il pourra être accordé un sursis de livraison au-delà de l'heure fixé, à titre exceptionnel et qu'en cas de force majeure et avec demande préalable à la CRAMIF.

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées à l'occasion de chaque livraison et devront correspondre aux exigences mentionnées sur le bon de commande.

Il est bien entendu qu'elles seront réalisées au regard du bon de livraison sur lequel seront indiquées les informations énumérées ci-avant.

En cas de non-respect des prescriptions du bon de commande, les prestations pourront faire l'objet d'un rejet pur et simple ou d'une admission avec réfaction sur le prix, proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

## **ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **8.1 : Personnel qualifié**

Le personnel, mis à disposition dans le cadre de la réalisation de la prestation, est à la charge et sous la responsabilité du titulaire. Il est par ailleurs soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail.

Le personnel devra être formé et qualifié. Une tenue vestimentaire correcte, une bonne présentation, ainsi que la ponctualité et la discrétion du personnel de service seront exigées.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger le remplacement immédiat de toute personne employée par le titulaire qui manquerait, par son comportement, aux obligations précitées.

Pour l'organisation des buffets, cocktails et plateaux repas, **la mise à disposition de personnel sera demandée selon la nécessité de la manifestation dans le bon de commande, avec en plus si besoin les équipements permettant le maintien à température choisie des aliments, sans aucune modification du coût des prestations.**

Le personnel assurera la mise en place, le service et la remise en état des lieux à l'issue de la prestation.

### **8.2 : Accès aux locaux**

Le Titulaire et ses préposés devront se présenter à l'accueil dès son arrivée dans l'établissement.

Ils auront accès aux locaux de l'Organisme Contractant, suivant les conditions fixées par le règlement intérieur de l'établissement (port de badges, laissez-passer). Le Titulaire devra fournir quarante-huit (48) heures à l'avance la liste nominative de son personnel appelé à intervenir sur le site pour une journée donnée.

### **8.3: Hygiène et sécurité**

Le titulaire s'engage à ce que la qualité sanitaire des denrées alimentaires soit conforme à la réglementation en vigueur (respect de la température, respect des normes AFNOR ou équivalent et traçabilité de tous les produits et denrées).

Le titulaire conservera un plateau témoin. Celui-ci comportera les denrées des prestations du jour et devra les conserver au congélateur pendant 48h. La CRAMIF pourra faire effectuer, à tout moment, des analyses de ce plateau témoin par le laboratoire de son choix.



Les denrées alimentaires chargées dans des réceptacles de véhicules et/ou conteneurs doivent être placées et protégées de manière à réduire au maximum le risque de contamination. La chaîne du froid doit être respectée de la fabrication à la livraison.

Pour les denrées qui subissent un traitement par grillade ou rôtissage, qui sera effectué par ses propres moyens techniques, il appartient au titulaire de s'assurer que le maintien en température n'entraîne aucun racornissement ou dessèchement des aliments.

L'exploitant sera tenu de respecter à la lettre toutes les dispositions en matière de sécurité qu'imposent en permanence la réglementation du travail et le règlement intérieur de l'établissement, tant en ce qui concerne les risques d'incendie et de panique ou d'accidents, que les conditions d'accès aux locaux.

S'agissant de locaux nécessitant la tenue d'une hygiène rigoureuse, le périmètre de chaque intervention sera maintenu en parfait état de propreté.

#### 8.4 : Confidentialité

Les agents embauchés ou missionnés par l'exploitant, se reconnaissent tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion et que leurs rapports professionnels avec les agents de la Cramif seront strictement réglementés. Tout manquement à ses obligations dûment prouvé ou reconnu préjudiciable à la Cramif de façon morale ou pécuniaire sera sanctionné. En tout état de cause, la responsabilité personnelle civile et pénale du titulaire du Marché peut être engagée en cas de manquements à l'une ou l'autre des obligations précitées.

#### 8.5 : Obligation d'information

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'Organisme de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur du présent accord-cadre. Le titulaire s'engage également à informer immédiatement de toute procédure qui entraînerait : une modification dans la structure et la charge de travail de l'équipe intervenante, un changement des intervenants proposés, une modification dans les méthodes de travail, une prise de contrôle par une autre société ou une fusion entre plusieurs structures, une modification dans la structure juridique du titulaire, la répartition de son capital ou une déclaration de cessation de paiement ayant comme conséquence un redressement ou une liquidation judiciaire.

#### 8.6 : Prescriptions relatives à l'axe environnemental et social

##### 8.6.1 : Axe environnemental

Les prestations devront être réalisées dans le strict respect de l'environnement. L'ensemble des matériaux et/ou emballages utilisés seront, dans la mesure du possible, recyclables.

Des produits issus de l'agriculture biologique pourront être proposés (certifiés selon les labels en vigueur, fruits et légumes de saison, produits régionaux, produits issus du commerce équitable).

Ils devront fournir, pour ces produits biologiques, au moins l'une des certifications suivantes : label AB, label bio équitable ou label « Agriculture biologique Européen », ou équivalent.

Le Titulaire s'engage à maintenir en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir. Il a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits. **Tous les déchets sont évacués à la fin de chaque intervention** par le titulaire, il ne sera toléré aucun stockage sur site.

### 8.6.2 : Axe social

Au titre de son action pour l'insertion sociale ou professionnelle, le Titulaire s'efforcera, sur la durée du présent marché, à procéder, avec l'aide de Pôle emploi, à au moins un recrutement auprès de publics en insertion, à savoir : bénéficiaires de minima sociaux, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification ou n'ayant jamais travaillé, etc.

L'éligibilité de la personne sera validée par Pôle emploi. Le Titulaire devra présenter une lettre de Pôle emploi validant la candidature de la personne recrutée. Le respect de cet engagement pourra être vérifié par le représentant de l'Organisme contractant.

#### **ARTICLE 9 – PENALITES**

Une sanction peut être notifiée par un courrier simple sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Toutefois, le titulaire peut les contester dans un délai de 5 jours ouvrés s'il considère qu'une cause qui n'est pas de son fait, un fait du pouvoir adjudicateur ou un événement ayant le caractère de force majeure a mis obstacle à l'exécution de l'accord-cadre ; le pouvoir adjudicateur peut alors annuler les pénalités. Le montant de la pénalité sera prélevé de la prochaine facture OU fera l'objet d'un titre de recette.

Objets	Références	Pénalités HT
<b>Non-respect de la commande (composition, variété, ...)</b>	<b>Article 2 du C.C.T.P.</b>	<b>20% du montant total HT de la commande</b>
<b>Quantité livrée non conforme à la quantité commandée</b>	<b>Article 2 du C.C.A.P.</b>	<b>10% du montant total HT de la commande</b>
<b>Non-respect des délais de livraison</b>	<b>Article 3 du C.C.T.P.</b>	<b>50 € HT par manquement constaté et par heure de retard</b>
<b>Non présentation à une réunion prévue</b>	<b>Article 3.3 du C.C.T.P.</b>	<b>50 € HT par manquement constaté</b>
<b>Non-respect des délais de mise en place</b>	<b>Article 3 du C.C.T.P.</b>	<b>50 € HT par manquement constaté</b>
<b>Non-respect de la qualité des produits</b>	<b>Article 5 du C.C.T.P.</b>	<b>100 € HT par manquement constaté</b>
<b>Absence ou insuffisance de personnels qualifiés</b>	<b>Article 8.1 du C.C.A.P.</b>	<b>100 € HT par manquement constaté</b>
<b>Respect des règles d'accès aux locaux</b>	<b>Article 8.2 du C.C.A.P.</b>	<b>50 € HT par manquement constaté</b>
<b>Respect des mesures d'hygiène et de sécurité</b>	<b>Article 8.3 du C.C.A.P.</b>	<b>200 € HT par manquement constaté</b>

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le montant des pénalités ne peut pas dépasser 25 % du montant H.T. du bon de commande.

## ARTICLE 10 -SOUS-TRAITANCE

**Pour les prestations de fournitures :** La sous-traitance en fourniture est interdite.

**Pour les prestations de services :** Le titulaire de l'accord-cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre devra en faire la demande à la CRAMIF conformément aux dispositions des articles R. 2193-4 et suivants du Code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite. La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la CRAMIF et l'agrément de ses conditions de paiement. Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre seront résiliés de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de la CRAMIF.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a. la nature des prestations sous-traitées ;
- b. le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c. le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d. les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e. les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de la cession ou du nantissement des créances.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la CRAMIF, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de la CRAMIF au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement le sous-traitant dépose sa facture sur Chorus Pro que le titulaire récupère pour validation avant envoi à la caisse pour paiement.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à la CRAMIF.

En cas d'accord, le titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme de sécurité sociale procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme informe le titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

#### **ARTICLE 11 – CESSION DE NANTISSEMENT**

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R 2191-62 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-60 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 est le Directeur de l'organisme ou son représentant habilité.

#### **ARTICLE 12 - RESILIATION**

L'accord-cadre peut-être dénoncé par l'une ou l'autre des deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve de respecter un préavis de quatre mois.

Par dérogation à l'article 41, l'accord-cadre pourra être résilié sans indemnité après une mise en demeure minimale de 15 jours si le titulaire ne respecte pas les règles de l'art dans l'exécution des prestations notamment sur la qualité esthétique et gustative.

La CRAMIF insiste sur la spécificité même de sa mission de service public qui lui impose d'assurer une continuité de service.

Les autres cas de résiliations prévues par le CCAG Fournitures courantes et services demeurent applicables et notamment celui prévu par l'article 45 qui permet au pouvoir adjudicateur de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire (à la condition que la décision de résiliation mentionne expressément ce recours à un tiers).

#### **ARTICLE 13 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL**

Le Titulaire s'engage à fournir **spontanément** à la CRAMIF, bénéficiaire des prestations, **tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le

cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

**Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :**

**<http://www.e-attestations.fr>**

Faute de produire les documents précités, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

#### **ARTICLE 14 : REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les parties respectent les obligations leur incombant en vertu de la réglementation en vigueur applicable au **traitement de données à caractère personnel** et, en particulier le règlement UE n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Les **données à caractère personnel** s'entendent comme toute donnée permettant d'identifier directement ou indirectement une **personne physique**.

**Le traitement de données à caractère personnel** s'entend comme toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur de telles données (collecte, enregistrement, organisation, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement ou interconnexion, verrouillage, effacement ou destruction, ...) quel que soit le procédé utilisé (manuel ou informatisé).

La CRAMIF a mis en place un **système de contrôle d'accès à ses locaux par badge non biométrique**. Afin de permettre un accès sécurisé à ses locaux, le Titulaire autorise la CRAMIF à traiter **les données à caractère personnel de ses employé.e.s travaillant sur les sites de la CRAMIF**.

La **base légale** du traitement est l'intérêt légitime (article 6.1.f du RGPD) : la CRAMIF doit assurer la sécurité et la sûreté des personnes présentes sur ses sites.

Les **informations traitées** sont :

- Nom, prénom, photographie.
- Numéro de badge.
- Date et heure d'entrée et de sortie.

La **finalité du traitement** est la gestion des autorisations d'accès aux locaux de la CRAMIF.

La **catégorie de personnes** concernées est **toute personne travaillant dans les locaux de la CRAMIF pour le compte du Titulaire** et d'une façon générale toute personne physique identifiable figurant dans le fichier constitué.

**Destinataires des données** : les personnes habilitées gérant la sécurité et la gestion des accès aux locaux.

**Durée de conservation des données** : tant que la personne intervient sur les sites en tant qu'employée du Titulaire.

La CRAMIF s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la **finalité** qui fait l'objet du traitement,
2. Garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel soient liées par des obligations de confidentialité contraignantes et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

3. Prendre les **mesures techniques et organisationnelles** pour protéger les données à caractère personnel des employés contre tout traitement non autorisé ou illicite, ainsi que contre toute perte, destruction, altération, dommage, modification ou divulgation non autorisée.
4. **Informier immédiatement** par écrit le Titulaire sous un délai de 24 heures de toute **divulgation, perte, destruction, compromission, dommage, modification ou vol avéré(e), allégué(e)** ou potentiel(le) des données à caractère personnel des employés. Cette information est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (CNIL).
5. **Les données d'identification vous concernant**, utilisés dans le cadre de la gestion administrative des achats et marchés de la CRAMIF, font l'objet d'un enregistrement dans un traitement informatisé dont l'inscription est référencée au registre du Délégué à la Protection des Données de la CRAMIF. Conformément à la législation en vigueur, vous pouvez obtenir communication des informations vous concernant en contactant le Délégué à la Protection des Données: [dpo.cramif@assurance-maladie.fr](mailto:dpo.cramif@assurance-maladie.fr).
6. **Mesures de sécurité** : l'organisme contractant s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la conservation, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique. Il prend toutes les mesures nécessaires et conservatoires permettant d'éviter tous détournement et utilisation frauduleuse des fichiers et de leurs informations au cours de l'exécution du marché.

**Sort des données** : à la résiliation ou à l'expiration de l'accord-cadre, l'organisme contractant supprimera rapidement l'ensemble des données à caractère personnel et procédera à la destruction de tous les fichiers de travail tenus manuellement ou informatisés stockant les informations saisies.

## **ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **15.1. Modifications non substantielles**

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-7 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique de l'accord-cadre en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans l'accord-cadre initial ;

3° modifier considérablement l'objet de l'accord-cadre ;

4° avoir pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R 2194-6 du Code de la commande publique.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision de la CRAMIF adressée par email au Titulaire.

### **15.2. Autres cas de réexamen**

En cas de circonstances imprévisibles que des parties diligentes ne pouvaient prévoir modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application de l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **ARTICLE 16 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme contractant par le Titulaire du marché.

De même, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination, à l'adresse du siège de l'entreprise, au capital social de l'entreprise, et, généralement, à toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

#### **ARTICLE 17 - REGLEMENT DES LITIGES**

Tous litiges concernant l'interprétation et l'exécution des présentes clauses seront portés devant le Tribunal Judiciaire de Paris, Parvis du Tribunal de Paris - 75859 PARIS CEDEX 17 pour le cas où la CRAMIF est défenderesse.

#### **ARTICLE 18 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

L'articles 9 (pénalités) déroge partiellement aux articles 14 du CCAG-FCS.